

2. Impérialisme

Les logiques impérialistes du XXI^e siècle

Si aujourd'hui nous nous battons au quotidien en solidarité avec les travailleurs et les peuples du monde dans leur lutte de libération du joug impérialiste, c'est bien parce qu'un (ou plusieurs) impérialisme existe et que ses formes de domination, bien qu'elles aient évolué, sont encore et plus fortes qu'auparavant.

L'impérialisme est la forme que revêt la domination capitaliste dès lors qu'on regarde les différents États, peuples et acteurs de la production les uns par rapport aux autres à l'échelle mondiale. L'impérialisme est une phase du développement capitaliste dans lequel des alliances entre États et entreprises multinationales se nouent – et agissent selon différents moyens diplomatiques et militaires – pour obtenir une position de monopole. L'ère de l'impérialisme est également celle où l'exportation des capitaux (capital financier) a atteint son paroxysme.

Il n'y a pas un impérialisme politique (des États) et un impérialisme économique (des multinationales) : les deux sont intimement liés. Les multinationales, grands groupes capitalistes qui aspirent à la position de monopole à la fois par les actions de cartel ou par la concurrence, ont besoin d'un cadre légal et administratif qui est fourni par l'État, ainsi que d'infrastructures militaires pour ouvrir des nouveaux marchés. Il n'y a pas de monopoles sans État, qui devient alors un État impérialiste pour les besoins de ses multinationales.

La dialectique entre États et multinationales produit une logique de chantage mutuel qui renforce le système impérialiste. Face à la tendance des multinationales à délocaliser la production dans les pays dits pauvres (et parfois les sièges sociaux dans les paradis fiscaux), et par conséquent à désindustrialiser les pays dits riches, les États multiplient les concessions politiques et économiques aux tenants du capitalisme mondialisé. Il s'ensuit que, tout particulièrement dans les périodes de crise économique, les multinationales ont de plus en plus besoin de rester attachées à un État fort, autrement elles ne pourraient pas bénéficier des privilèges fiscaux et des influences diplomatiques.

Encore lors des crises économiques, l'État est le pantin des multinationales puisqu'il est garant du minimum de reproduction de la force de travail, via les infrastructures publiques de sécurité sociale qui atténuent les effets de l'exploitation, le peu qu'il suffit à éviter l'éclatement de révoltes.

Cela explique pourquoi il n'y a pas de scénario possible dans lequel l'avancement de la mondialisation libérale poussera les multinationales à se débarrasser progressivement des États impérialistes. Ce dont elles se débarrasseront ce sera exclusivement la série de mesures protectrices des travailleurs, de la santé et de l'environnement, qui constituent une entrave à leurs profits (cf. TAFTA, CETA, TISA). Pour le reste, les multinationales n'hésitent pas à remplacer les États jusqu'au cœur de

leurs fonctions régaliennes, à l'instar de l'existence de milices privées à la solde des multinationales et qui mènent des actions de guerre sans l'accord étatique.

De cette alliance impérialiste entre États et multinationales résulte une confrontation d'intérêts entre celles-ci, ainsi que la multiplication des guerres, notamment pour garantir les ressources énergétiques (Irak, Afghanistan, Libye) ou pour conforter des zones d'influence (Mali). Les relations internationales et diplomatiques sont également gouvernées par la confrontation et la défense des intérêts de ces grandes entreprises. Pour les pays dominés, agressés militairement, l'impérialisme constitue un ennemi à combattre, mais les populations des puissances impérialistes en subissent également les conséquences. En effet, orienter l'économie d'un pays pour les intérêts de ses multinationales c'est créer un droit du travail sur mesure, une éducation tout autant calibrée, une orientation budgétaire allant toujours dans ce sens.

Les pays anciennement coloniaux gardent une mainmise sur les anciennes colonies : c'est un phénomène particulier dans le système impérialiste que nous appelons « néocolonialisme ».

Certains pays anciennement colonisés ont acquis une indépendance politique théorique, mais demeurent privés d'indépendance économique véritable. Ils connaissent des intromissions politiques régulières de la part des anciens colonisateurs, de la manipulation des processus électoraux aux interventions militaires.

Au sein des ex-colonies existent des poussées impérialistes internes, avec des élites politiques (gouvernements et partis) qui collaborent avec les impérialistes, ainsi que des poussées impérialistes externes avec les intromissions plus ou moins directes de ces derniers.

Chaque État colonial garde une influence sur « ses » anciennes colonies, à l'instar de la Françafrique et du Commonwealth, pour faciliter l'accès de « leurs » entreprises aux marchés. Cela est le produit historique des négociations bilatérales en vue de l'indépendance entre les anciens colonisateurs et les anciennes colonies : négociations que, suivant une logique de chantage, ont visé à maintenir la mainmise des premiers sur les deuxièmes. La France notamment a octroyé l'indépendance à certaines colonies par peur de devoir faire face à des soulèvements armés suivant l'exemple de l'Algérie, mais elle a négocié de manière occulte avec certains partis politiques des colonies pour qu'ils constituent la nouvelle élite dirigeante. L'Agence Française de Développement existe dans tous les pays africains, théoriquement pour financer leurs projets, mais dans la pratique il s'agit d'un paternalisme aboutissant à la privatisation des jeunes États pour les intérêts économiques français. Il ne s'agit jamais de coopérations mutuellement avantageuses.

Ainsi, le partage du monde existe toujours, mais de manière subtile. Le droit international qui s'est affirmé après la Deuxième Guerre mondiale a rendu illégale et illégitime l'annexion : un État ne peut plus s'emparer de territoires d'un État tiers via une action militaire et un contrôle direct des territoires acquis. Bien que des formes d'occupation impérialiste directe persistent aujourd'hui (Israël/Palestine), l'action des puissances impérialistes a dû devenir plus subtile – mais pas pour autant moins oppressive et sanglante – pour pouvoir continuer à exister.

La mondialisation capitaliste a à la fois réinventé d'anciennes institutions pour les soumettre encore plus à ses intérêts, et elle en a créé des nouvelles. Des institutions comme la Banque Mondiale et le Fond Monétaire International ne sont plus des structures légitimes dans un monde qui a vu la fin du compromis de Bretton Woods. Pourtant ces institutions orientent la politique des États pour les intérêts des grandes familles capitalistes et instaurent des rapports de force avec les États ou les peuples dissidents. Les peuples n'ont jamais validé ni participé à la BM et au FMI. Les communistes se battent pour la dissolution de ces organismes : sur une question comme celle de la « dette », aux échecs des recettes néolibérales nous répondons par la constitution d'une économie socialiste planifiée, non autarcique et accompagnée nécessairement de nouvelles coopérations égalitaires entre les pays.

Parmi les nouvelles institutions du capitalisme mondialisé, des « groupes informels » (Groupe Bilderberg, Commission Trilatérale, etc.) dirigent les orientations économiques des États d'une manière qui est hors de tout cadre juridique (même du cadre libéral-démocrate). Ces organismes sont à dissoudre également : ce ne sera pas à une poignée de capitalistes de décider des orientations économiques, ce sera à la classe ouvrière et à ses alliés lorsqu'ils s'érigeront en pouvoir étatique.

Toute politique anti-impérialiste est vouée à l'échec tant qu'elle ne se pose pas la question du pouvoir : les communistes se battent ainsi pour remplacer un État au service du capital avec un État au service du prolétariat.

Nous dénonçons le caractère illusoire de l'opposition à l'impérialisme d'une petite bourgeoisie qui souhaiterait mettre fin à la domination des multinationales par un retour à la libre concurrence, voire aux petites entreprises familiales, caractéristiques d'un stade antérieur du capitalisme. Le retour au capitalisme de libre concurrence est juste une question d'échelle, non de classe : elle n'éliminerait pas l'existence de l'exploitation dans les rapports de production, et porterait ainsi intrinsèquement le danger d'un retour à terme à une phase impérialiste.

Nous dénonçons l'opportunisme de ceux qui défendent la paix sans lutter pour le socialisme. La guerre étant une conséquence inévitable des rivalités entre impérialismes pour le repartage du monde, il s'ensuit que le seul moyen d'en finir avec la guerre c'est d'œuvrer à remporter la guerre des classes par la révolution socialiste.

Nous reconnaissons dans certaines tendances opportunistes du mouvement ouvrier un sous-produit de l'impérialisme : les profits élevés des monopoles permettent à la classe

dominante de corrompre une partie de la classe ouvrière (l'aristocratie ouvrière) et de la rallier à la bourgeoisie, dont elle épouse désormais les antagonismes.

Avec la financiarisation croissante de l'économie, quelques évolutions récentes caractérisent à l'heure actuelle le capitalisme et, par conséquent, l'impérialisme. Elles sollicitent une analyse renouvelée de la part des communistes :

- L'émergence de nouvelles puissances, à l'image des BRICS ;
- La régionalisation du capitalisme, à l'instar de l'UE, de l'ASEAN et de l'ALENA ;
- Une justification théorique de l'impérialisme basée sur le choc des civilisations ;
- Une justification de l'impérialisme par la démocratie ;
- Un militarisme toujours croissant.

Les caractéristiques générales de l'impérialisme demeurent dans la forme de la domination de grands monopoles internationaux, la domination subséquente de grandes puissances sur d'autres pays et une division internationale du travail inégalitaire. Une sorte de pyramide impérialiste se crée cependant, avec des puissances qui essayent de maintenir leur position dominante et leurs acquis et d'autres qui essayent d'émerger mais sans remettre en cause le système lui-même.

OTAN et militarisme

L'OTAN est une alliance militaire contre-révolutionnaire comme d'autres dans l'histoire. Elle est née historiquement pour s'opposer au bloc communiste et fonctionne depuis toujours comme un instrument pour consolider la domination du grand capital. Les interventions étrangères – sous l'égide d'alliances militaires ou de l'ONU -, même si elles servent à la satisfaction des besoins des grandes entreprises, sont maquillées sous le masque de l'importation de l'état de droit et de la démocratie.

Les communistes œuvrent pour la sortie de l'OTAN de chaque pays membre ainsi que pour sa dissolution complète. Nous ne sommes pas dupes : seulement un État prolétarien pourra décréter de manière efficace et définitive la sortie de l'OTAN, ainsi que réaliser une nouvelle alliance d'États prolétariens sans buts impérialistes, au service du peuple et non des guerres.

L'OTAN n'est pas le seul facteur de l'escalade militariste contemporaine. Les dépenses militaires continuent à croître, d'une manière absolue dans les pays de l'Asie de l'Est ou du Moyen-Orient, mais d'une manière relative dans d'autres parties du globe comme en France, où les budgets militaires sont réorientés et des coupes de personnels moins nécessaires laissent place à une modernisation plus importante. Avec la fin du service militaire obligatoire dans nombre de pays, c'est la professionnalisation de l'armée qui se généralise. Avec la mainmise de l'appareil militaire sur les nouvelles technologies, ce sont des armées hi-tech qui servent le grand

capital. Le militarisme n'est pas une cause mais une nécessité et une conséquence de l'impérialisme, et son arrêt ne sera possible que par l'instauration du pouvoir prolétarien.

Blocs régionaux

Tous les États capitalistes aspirent à une position de force dans les rapports politico-économiques internationaux. Cela mène au partage du globe : hier à travers la colonisation, aujourd'hui à travers la construction de sphères d'influence dominées par des blocs politico-économiques régionaux en concurrence pour prendre le plus de parts de marché. Il s'agit de polarisations régionales non homogènes, des alliances de blocs entre puissances anciennes et émergentes, créées afin de consolider la domination du capital dans chaque pays membre et d'organiser le capitalisme à des échelles supranationales. Elles fonctionnent comme de puissants *trusts*, exerçant une ingérence au sein des pays membres et prônant des contre-réformes structurelles pour ouvrir des marchés d'exportations au sein de ces pays. La dynamique des blocs préfigure ainsi un nouveau partage du monde à caractère impérialiste.

Si ces alliances tendent chacune vers la création d'un État fédéral – malgré la fausse propagande progressiste qui entend ces macro-États comme une forme de dépassement des égoïsmes nationalistes – cela serait fait toujours dans les intérêts du capital en termes d'unification des marchés. Par ailleurs, au sein de ces macro-États il serait plus difficile l'organisation prolétarienne sur cette nouvelle base plurinationale, et donc plus difficile l'insurrection.

Union européenne

L'UE est l'un des blocs politico-économiques régionaux qui se partagent la planète en sphères d'influence. L'UE est une arme efficace contre la souveraineté populaire. Son mode de fonctionnement, et notamment l'unanimité requise pour modifier ses Traités fondateurs, est une forme de chantage pour que rien ne change dans un sens favorable aux travailleurs, pour qu'aucun État ait la force de changer son fonctionnement de l'intérieur. La démocratie de l'UE ne l'est que de façade, puisqu'en réalité c'est une technocratie néolibérale qui décide de tout. Sa propagande sur la paix – dont elle serait garante – est idéologique : dans la réalité, l'UE mène une guerre sociale dans chaque pays membre, jusqu'à y soutenir des gouvernements néofascistes (Hongrie), et participe aux déstabilisations impérialistes à l'extérieur (Ukraine/Donbass).

Les communistes se battent pour une sortie révolutionnaire de l'UE et de l'euro, à réaliser par la prise de pouvoir de la classe ouvrière et de ses alliés dans chaque pays membre. Nous remplacerons l'UE – bloc régional capitaliste – avec une union mondiale d'États prolétariens fondée sur des bases de coopération mutuelle et d'égalité.

Les communistes dénoncent les projets d'une UE politique fédérale, qui serait par ailleurs un frein au développement du pouvoir prolétarien dans un ou plusieurs pays. Nous considérons que plus il y a de pays, le plus il y a des potentialités révolutionnaires. Pour cela, nous œuvrons à la conjugaison de l'autonomisme régional révolutionnaire avec les aspirations socialistes, pour que l'autodétermination nationale constitue un pas en avant vers la réorganisation socialiste des relations entre les peuples. Seuls des peuples pleinement indépendants pourront s'unir sur une base d'égalité dans une république socialiste à vocation mondiale.

Les communistes dénoncent également le caractère impérialiste du Conseil de l'Europe, à dissoudre par le même processus révolutionnaire. Les initiatives de cette institution, purement déclaratoires, sont inutiles pour les intérêts des travailleurs. Le Conseil fonctionne comme un instrument pour « exporter la démocratie » à coup de privatisations et de casse sociale dans l'ancien bloc socialiste. Il s'agit également d'une institution explicitement contre-révolutionnaire : l'article 2 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme (1950) permet le recours à la force, et la suspension du « droit à la vie », pour réprimer des émeutes ou des insurrections.

BRICS

Le simple « anti-américanisme » n'est pas un anti-impérialisme suffisant. Si certains peuples sont portés à accepter l'ingérence des BRICS (bloc non homogène constitué par des pays très différents les uns des autres et pétris de contradictions internes), c'est souvent suivant une logique de chantage, la logique du « moins pire ». Nous comprenons la volonté de vouloir faire barrage au danger impérialiste américain, qui est le plus urgent, mais nous ne devons pas oublier l'objectif de véritable indépendance économique des peuples. Pour cela, il est essentiel de ne pas préférer un impérialisme à un autre. Les alliances de certains peuples avec les blocs économiques « les moins pire » ne sont pas à tenir coûte que coûte.

ONU

L'ONU est un fourre-tout pléthorique et inefficace. Il n'arrive pas à empêcher guerres et massacres, lorsque ce ne sont pas directement ses Casques Bleus qui commettent des abus, ou que des guerres impérialistes sont menées sous son égide. Il émet des sanctions tout au plus inutiles, notamment vis-à-vis des États qui peuvent compter sur des alliances solides. Ses dispositions peuvent être court-circuitées à tout moment par le pouvoir régalién de l'État.

Le Conseil de Sécurité de l'ONU est tout simplement à éliminer. Quant à l'Assemblée, nous pouvons l'utiliser comme un lieu pour imposer la transparence aux États et pour faire pression pour une indépendance véritable des pays. En même temps, nous devons poser la question du dépassement de l'ONU : nous ne pouvons pas nous contenter du *statu quo* d'un ONU fonctionnant sur une logique d'États-nations

en querelle perpétuelle – c'est en ce même principe de fonctionnement que réside la cause intrinsèque de son inefficacité – ; nous devons aller plus loin et construire en parallèle et dès que possible l'union mondiale des États prolétariens, prélude au communisme.

Fondamentalisme

Toutes les religions au cours de l'histoire ont eu une visée fondamentaliste internationale, masquant des motivations économiques au profit des classes dominantes. Aujourd'hui encore, confrontée à un état de guerres et déstabilisations quasi permanentes, l'idéologie dominante tente de masquer la réalité de l'impérialisme usant des différences religieuses et utilisant à ses fins le fondamentalisme : elle propage l'idéologie du « choc des civilisations ».

L'impérialisme incite directement le fondamentalisme là où leurs intérêts sont convergents (Afghanistan 1979-1989), ou bien il en favorise indirectement la montée dès lors qu'il multiplie les interventions armées. Alors que certains États déclarent dénoncer les fondamentalismes, les trafics entre ces derniers et les multinationales continuent en toute tranquillité, puisque dans le système impérialiste les capitaux doivent circuler coûte que coûte. Le fondamentalisme se veut anti-impérialiste, mais conclut régulièrement des contrats avec des multinationales et des puissances régionales, et cela puisque le fondamentalisme utilise la question religieuse – interclassiste par définition – pour cacher sa défense des intérêts de la classe dominante.

Face au cercle vicieux impérialisme/fondamentalisme, les tâches des communistes sont :

- De lutter pour que dans chaque pays impérialiste la classe dominante soit renversée : un État prolétarien cessera les interventions armées (via une politique de paix) et les politiques racistes (via une laïcité passive) qui favorisent la montée du fondamentalisme ;

- De lutter pour que dans les pays gangrenés par le fondamentalisme son point de vue interclassiste soit brisé par un renouveau de la lutte de classes, pour renverser à la fois l'oppression des classes dominantes locales et des pays impérialistes ;

La fin des guerres économiques et religieuses n'est possible qu'avec la construction du socialisme : le seul paradis à construire est celui sur terre.

Patriotisme et nationalisme

Les prolétaires n'ont pas de patrie : les prolétaires sont la patrie. Il n'y a pas d'« intérêt général » de la patrie mais exclusivement des intérêts de classe, et le plus universel est celui du prolétariat. Sa libération du joug capitaliste libérera toute l'humanité et réalisera la vraie et seule patrie possible : le socialisme mondial. La «

patrie socialiste » existe déjà, elle dépasse les frontières et les nationalités, elle inclut tous ceux qui luttent partout dans le monde pour construire la république socialiste mondiale, qui éliminera les classes et sera la patrie de tous. La patrie socialiste casse ainsi toute barrière de nationalité.

La bourgeoisie a utilisé le patriotisme à des fins militaristes (la défense de la patrie lors des guerres mondiales), et elle s'appuie sur le nationalisme pour réaliser l'Union sacrée des exploités avec leurs exploités, et préserver le système. Au contraire, nous affirmons que l'ennemi principal est dans notre pays : c'est la bourgeoisie. Le vrai patriotisme, la vraie lutte de libération nationale, est celle qui se fait contre la domination de la bourgeoisie, car c'est la bourgeoisie qui est antipatriotique dès lors qu'elle envoie les travailleurs mourir pour elle, dès lors que ses concitoyens sont frappés par un fondamentalisme qu'elle-même a produit. Ce sont les travailleurs qui bâtissent les pays, donc c'est eux la patrie.

Quant au nationalisme, nous distinguons le nationalisme des pays dominants à celui des pays dominés : le premier est par définition chauvin, réactionnaire et impérialiste ; le deuxième peut être révolutionnaire seulement s'il est porteur d'aspirations socialistes (Kurdistan, Pays basque, Irlande du Nord, Donbass, Palestine, Chiapas).

Pour un internationalisme de classe

L'internationalisme de classe – ou prolétarien – est la seule forme de solidarité capable de dépasser le cadre étatique et national, par l'union des prolétaires de tous les pays. La défense d'intérêts communs aux prolétaires implique de s'opposer au capitalisme et à l'impérialisme, ainsi qu'aux idéologies nationalistes et chauvines, causes des guerres entre les peuples. Le marxisme permet de cibler quelles sont les causes des conflits internationaux : ce n'est pas le manque de constitution républicaine ou d'un cadre juridique commun à l'échelle mondiale, mais bien au contraire c'est l'affrontement entre les intérêts économiques des différents États, défenseurs de leurs propres entreprises, qui les implique dans des situations de conflit. Ces conflits où des prolétaires meurent pour les intérêts des classes dominantes nationales. L'internationalisme est une nécessité du mouvement ouvrier. Nécessité économique, puisque la mondialisation rend impossible tout modèle autarcique viable. Nécessité politique, puisque toute révolution dans un pays exigera la solidarité du reste des travailleurs du monde pour ne pas échouer face à l'isolement et aux agressions de l'entourage capitaliste. La révolution socialiste, même si elle peut démarrer dans un pays, doit nécessairement à terme se développer à l'échelle mondiale, ou elle sera vouée à l'échec. Ce qui implique que le mouvement ouvrier révolutionnaire doit être internationaliste ou il ne sera pas.

Pour une nouvelle Internationale Communiste

Pour coordonner les efforts du prolétariat international face à la recrudescence des logiques impérialistes, nous nous prononçons pour la constitution d'une nouvelle Internationale Communiste. Elle devra servir non seulement au partage d'expériences, mais surtout à constituer un instrument collectif qui donne des directives générales à appliquer en accord avec les partis concernés (via un droit de veto effectif), avec comme objectif final l'insurrection et comme tâche immédiate la réorganisation de partis de classe partout.